

- **Nom**
REBORD
- **Prénom**
AMANDINE
- **Adresse**
Maison de l'Europe de Provence
166 Avenue Jean Monnet - 13090 Aix-en-Provence
- **Raison sociale**
Association civique et culturelle

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultation citoyenne Quelle est votre Europe ? Alimentation : vous reprendrez bien un peu d'Europe ?
- **Description de l'activité**
À l'heure où nous devons repenser l'Europe, la Maison de l'Europe de Provence vous invite à participer à un Forum citoyen sur l'Europe, sur la thématique de l'Alimentation : les enjeux de production de l'agriculture européenne, de valorisation des produits agricoles, de sécurité alimentaire et de transformation écologique des exploitations.
Le 27 octobre 2018 de 10h à 12h, avec la participation de Jean-Marc Zulesi, député de la 8ème circonscription des Bouches-du-Rhône.
Les Consultations citoyennes donnent la parole aux citoyens de 27 pays de l'Union européenne pour qu'ils s'engagent, débattent et proposent leur vision de l'Europe. L'objectif est de nous aider à nous forger notre propre opinion sur l'Europe. Celle dans laquelle nous souhaitons vivre et nous épanouir.
Cet exercice démocratique inédit a pour ambition de sonder l'opinion du plus grand nombre de citoyens et en particulier les populations habituellement les plus éloignées des débats sur l'Europe. La restitution des contributions sera examinée par le Conseil européen de décembre 2018 et servira de base de réflexion pour définir les priorités d'action de l'UE pour les 5 à 10 ans à venir.

- **Date et heure**
27 Octobre 2018, de 10h à 12h

- **Lieu**
GRANS (13450)

- **Nombre de participants**
18

- **Catégories de publics présents**
Elus, représentants d'associations, citoyens, étudiants

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Intervenants :
Monsieur Jean-Marc Zulesi, député de la 8ème circonscription des Bouches-du-Rhône
Monsieur Yves Vidal, maire de Grans
Modérateur :
Madame Najat Akodad
Rapporteurs :
Madame Amandine Rebord
Madame Alexandra Eidesheim
Monsieur Vincent Morel

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 1. Europe (cadre général)
 2. Valorisation des produits agricoles
 3. Sécurité alimentaire
 4. Production agricole
 5. Transformation écologique des exploitations

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 1. Europe

Les points positifs soulevés :

- L'Europe aujourd'hui est une obligation, une nécessité pour faire face à la mondialisation et aux changements climatiques ;
- Les Assises soutenus par l'UE sur l'alimentation commencent à faire poser des questions sur l'alimentation aux politiques ;
- L'Europe qui nous rassemble c'est l'Europe qui nous ressemble.

Les points négatifs soulevés :

- L'Europe n'est pas suffisamment démocratique et proche des préoccupations des citoyens et des problématiques locales. Le référendum de 2005 non respecté a mis en lumière un point de fracture net entre « les élites » et « le peuple », entraînant la montée du populisme ; Si le citoyen n'est pas d'accord avec une mesure, à quel moment est-ce qu'il y a un débat démocratique ? Il ne faut pas que l'Europe ne soit que des décisions administratives
- L'Europe n'est pas suffisamment harmoniser sur le plan social et fiscal, concurrence avec les travailleurs détachés
- Sentiment d'immobilisme depuis 40 ans, des circulaires incompréhensibles, trop complexes et qui ne tiennent pas compte des spécificités locales ;
- Les eurodéputés actuels ne sont pas suffisamment assidus et ne portent pas avec assez de vigueur les retours du terrain ;

2. Valorisation des produits agricoles (Labels et étiquetage des produits)

Points positifs soulevés :

- Les labels permettent de protéger les consommateurs, et permettent à des filières de repartir (ex : le fromage de chèvre du Rove, protégé).
- L'Europe met des critères pour garantir une alimentation saine.

Points négatifs soulevés :

- Labels coûteux, et cahiers de charges lourds pour les petits producteurs
- Méconnaissance des citoyens des labels, notamment européen (Label bio Européen)
- Manque de lisibilité des étiquettes sur la traçabilité des produits, de l'origine et de la composition (transparence)

Exemples :

- Les petits producteurs n'ont pas les moyens de financement pour faire labelliser leurs produits, manque de subventions. Pour valoriser la production des producteurs d'olives des moulins coopératifs mettent en place des chartes locales basées sur la confiance réciproque entre producteurs et avec les consommateurs. Exemple à Pélissanne, la charte de l'huile éthique (olives non traitées par des produits phytosanitaires)
- Pour arriver à garder les labels, le moulin à huile de La Fare-les-Oliviers a été obligé de se mettre aux normes de l'UE, c'est coûteux.

- Les collectivités peuvent difficilement se fournir chez les petits producteurs car ceux-ci doivent respecter de multiples contraintes (conditions de traçabilité, capacité de produire dans la durée...). Sur la commune de Grans, c'est la première année qu'on peut proposer du poisson frais à la cantine mais le cahier des charges est lourd. Pour valoriser l'origine des produits à la cantine, la commune utilise les sigles de production locale ou bio
- La commune pèse les déchets pour éviter le gaspillage.

3. Sécurité alimentaire

Points soulevés :

- Le poids des lobbys industriels est trop important
- Réglementations contraignantes sur la sécurité alimentaire mais les citoyens reconnaissent qu'elles les protègent
- Le consommateur est au centre, mais l'Europe a un impératif de garantir sa sécurité alimentaire aux consommateurs (vache folle, grippe aviaire, viande de cheval à la place du bœuf...). Réutilisation de produits contaminés (poudre lait). Une réglementation européenne adoptée, c'est une seule harmonisée, pas 27 réglementations différentes.
- Nous protéger face aux nano-particules, incidence maladies dégénératives, maladies comme Alzheimer de plus en plus jeune
- Glyphosate : eau contaminée en Ariège. On devait baisser de 25% les produits phytosanitaires et on a augmenté de 10%, les méthodes ne sont pas adaptées. Si les autres pays continuent d'utiliser du Glyphosate, on en aura encore pour 15 ans avec des produits contaminés provenant des pays européens.

4. Production agricole (La PAC va être renégociée)

Points soulevés :

Cadre général :

- Les céréaliers français sont les premiers bénéficiaires de la PAC, mais quid des petits producteurs ?
- Craintes d'une perte de financement dû à la sortie de l'Angleterre de l'UE.
- Les subventions reçues dépendent du nombre d'hectares que l'on a, alors qu'il faut qu'on réfléchisse de manière différente entre les viticulteurs, céréaliers, maraîchers...

Protéger les petits producteurs au sein de l'UE :

- L'Europe ne protègent pas suffisamment nos filières agricoles locales / L'Europe doit répondre aux problématiques des filières de production locales (olives, miel, anguilles, amandes....)
- Qui aide nos petits exploitants ?

Exemple :

- La filière de l'anguille (production Etang de Berre, Saint-Chamas), on doit aider nos pêcheurs à vivre de leur production, ils exportent vers l'Italie.
- La filière des olives – Le cas de l'Huile d'olive fruitée noire qui requiert un temps de macération et fermentation plus long, a été déclaré impropre à la consommation à cause des réglementations européennes. Il faut prendre en compte les spécificités de certains types de produits dans les réglementations européennes, pour protéger nos filières locales. Éviter l'uniformisation.
- La filière viticole : vignes arrachées sur la commune de La-Fare les Oliviers car les viticulteurs n'arrivent plus à vivre de leur production, à vivre du travail de leur terre
- La filière des amandes, les français sont des grands consommateurs d'amandes. A une époque on en produisait sur le plateau de Valensole, maintenant remplacées par la lavande. Maintenant les amandes sont importées.

Lutter contre la concurrence entre pays européens :

- Différence de coûts de la main d'œuvre entre les pays européens, concurrence des prix des produits agricoles et craintes sur la qualité des produits s'il n'y a pas d'harmonisation sur les normes
- Crainte sur le coût environnemental des produits venant de l'étranger (ail provenant d'Argentine alors qu'on produit de l'ail en Provence, tout comme du riz Camarguais et bien d'autres produits), entraînant une pollution liée au transport, au lieu de favoriser une agriculture locale, de proximité
- "Schizophrénie" : on veut protéger notre agriculture mais l'organisation mondiale du commerce nous pousse à négocier des accords de libre-échange, les USA sont exclus de la négociation (TAFTA) du fait de leur dénonciation de l'accord de Paris, impact sur le marché européen, craintes des citoyens sur le sujet...

Garantir une alimentation saine et durable :

- Problème des produits phytosanitaires sur la santé, le Glyphosate. Il faut transposer le droit européen sur le droit français, La France a réussi à imposer à l'UE la sortie du Glyphosate sous 3 ans, mais il faut être certain d'avoir des substituts plus sains pour la santé. Un produit ne doit pas être analysé seul car les impacts sont multifactoriels.

5. Transformation écologique des exploitations

Points soulevés :

- Les français se préoccupent de plus en plus de la qualité des produits,

développement des AMAP, envie de consommer des produits plus locaux et sains et lutter contre le gaspillage.

- **Pistes de proposition formulées**

1. Europe

Propositions soulevées

- Mettre en place des campagnes d'information à la portée de tous. L'Europe doit faire un effort de pédagogie, phénomène d'Europe-bashing. Méconnaissance des institutions européennes, d'incarnation de l'Europe et savoir ce qu'elle nous apporte.
- Investir des députés convaincus par les questions européennes et les médiatiser plus, on ne les entend pas suffisamment
- Mettre en place une Europe plus démocratique et plus proche des préoccupations des citoyens. Favoriser la participation citoyenne et créer une vraie identité européenne en favorisant les échanges, assemblée de citoyens européens.
- Mettre en place une fiscalité commune tout en protégeant les spécificités locales des pays membre de l'union européenne
- Informer et simplifier les procédures de demande de subventions européennes, simplifier la mise en application des normes européennes (circulaires, normes trop complexes)

2. Valorisation des produits agricoles (Labels et étiquetage des produits)

Propositions soulevées

- Subventions de campagnes d'information sur les labels, notamment pour valoriser les produits locaux
- Simplifier la lisibilité des étiquettes et uniformiser pour pouvoir comparer les produits entre eux (Nutriscore), et harmoniser pour tous les pays européens
- Soutenir le développement de nouvelles applications pour informer les citoyens sur le contenu des produits – développement d'applications mobiles mais institutionnalisées et non issues du privé
- Éviter le gaspillage, notamment des contenants alimentaires plastiques, développer l'utilisation des consignes, du verre.
- Soutenir la mise en place de charte locale pour valoriser les produits.

3. Sécurité alimentaire

Propositions soulevées

- Garantir la traçabilité : principe de précaution. La transparence, avoir une information accessible aux consommateurs pour avoir une information éclairée.
- Garantir un haut niveau de sécurité alimentaire et sanctionner les industriels qui ne respectent pas ces normes.
- Aider les petits producteurs à garantir la sécurité alimentaire, audits et accompagnement.

4. Production agricole (La PAC va être renégociée)

Propositions soulevées

- Harmoniser les réglementations européennes sur les produits agricoles et lutter contre la concurrence des produits venant des pays n'ayant pas le même coût du travail ni les mêmes réglementations concernant la qualité des produits
- Adapter la PAC aux petits agriculteurs pour être sur le même pied d'égalité, il faut écouter tous les états membres pour fournir un certain nombre d'orientations par rapport à la PAC. Accroître la production, soutenir les nouvelles technologies, l'agriculture doit prendre le tournant de la transition écologique, soutenir la recherche.
- Glyphosate : mettre nos moyens en commun pour avoir une vraie stratégie européenne pour sortir du Glyphosate / Soutenir la recherche pour trouver des substituts aux produits phytosanitaires plus sains, écologiques et durables
- Respecter le bien-être animal et nos terres agricoles face à la pression du foncier

5. Transformation écologique des exploitations

Propositions soulevées

- Éviter le gaspillage dans les exploitations : 1/3 aliments sont jetés dans les exploitations à taille humaine. Exemple : les carottes (80% jetées car non conformes). Les réglementations sur la taille des légumes sont aberrantes. Les légumes sont comestibles mais invendables. Difficultés à mettre en place un système de redistribution gratuite pour éviter ce gaspillage (dons associations, nourriture pour les animaux)
- Soutenir les nouvelles technologies, développer des nouvelles méthodes de production (ex : permaculture)
- Sensibiliser sur la réduction des déchets alimentaires, des contenants alimentaires
- Réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et développer des méthodes plus respectueuses de l'environnement et de la santé des citoyens
- Informer les agriculteurs sur les aides de l'UE : Aide paiement vert, avoir plusieurs cultures dans exploitation, surface écolo, volonté de l'UE de faciliter la transition mais impératif de nourrir la population (production

de masse)

- Adapter les plantes au changement climatique, techniques déjà connues, expérimentations en Afrique sans produits chimiques. Les agriculteurs récoltent plus tôt qu'auparavant (évolution du climat)
- Éduquer et adapter nos habitudes alimentaires, les accompagner dans la transition (campagne communication publique européenne ?), consommer moins de viandes, de produits laitiers. Stopper les publicités qui incitent à consommer de manière irresponsables et inciter à consommer de manière éthique et responsable.
- Éduquer à savoir cuisinier de manière équilibrée et donner les moyens à tous de le faire, éviter la malbouffe. Requalifions notre consommation. Quand on achète on achète le monde qui va avec.
- Éduquer les consommateurs à consommer des aliments abîmés, non standardisés, l'Europe doit être plus pédagogue
- Encourager le développement des coopératives : consommation locale fruits qui mûrissent naturellement, pas dans des frigos
- Aider les collectivités à se fournir en repas bio : pour les petites collectivités c'est difficile à mettre en œuvre. Exemple sur la commune de Grans (commune de 5000 habitants) : 450 repas par jour, sur les 8 appels d'offre, les petits producteurs ne peuvent pas répondre en termes de quantité, et pour les grands producteurs la quantité n'est pas suffisante ! Pour compenser, la commune a mis en place 2 repas bio par mois.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
"Une Europe qui rassemble c'est une Europe qui nous ressemble" Jean-Marc Zulesi